



Thinking Africa

NOTE DE LECTURE

« BLAISE COMPAORÉ IN THE RESOLUTION OF THE
IVORIAN CONFLICT : FROM BELLIGERANT TO
MEDIATOR-IN-CHIEF », DE AMY NIANG

Par Mahaut Landaz,
étudiante de Master 1 en relations internationales et européennes à
l'Institut d'Etude Politique de Lille, spécialisée sur les questions de
conflits et développement.

Professeur de relations internationales à l'université de Witwatersrand, Amy Niang est également directrice de programme à l'Institut culturel panafricain du Sénégal. Cet article, consacré au « système de médiation Compaoré » a été publié par le Social Science Research Council dans le cadre du programme « African Peacebuilding Network » (APN), qui vise à améliorer l'expertise africaine sur le peacebuilding du continent. Alors qu'Alassane Ouattara vient tout juste de naturaliser ivoirien Compaoré, ce qui permet à ce dernier d'échapper à la justice burkinabé pour l'assassinat de Thomas Sankara, indiquant une allégeance certaine à l'ancien président burkinabé, il semble primordial de revenir sur son style de médiation particulier. Explorer la médiation à la fois très bien organisée et très personnalisée de Compaoré dans la crise ivoirienne en 2007 permet dans cette optique de mieux appréhender l'interaction des dynamiques de stabilisation et de déstabilisation régionale. En mettant l'accent sur l'importance des ressources politiques dans le succès de la négociation, Amy Niang questionne ainsi les postulats classiques de la médiation, notamment le principe d'impartialité, l'article montrant que l'implication à la fois précoce et ambiguë de Compaoré dans le conflit en a fait un acteur disposant d'un meilleur levier dans les négociations. En portant un point de vue très pragmatique sur les conditions de succès de cette médiation, il pointe également l'importance des intérêts personnels et nationaux des belligérants mais aussi du médiateur dans le processus de paix.

Cet article explore le rôle joué par le président burkinabé Blaise Compaoré dans la médiation du conflit ivoirien entre les Forces Nouvelles et le président Laurent Gbagbo. Il vise à examiner comment son rôle de médiateur lui permet de déployer une forme particulière de souveraineté autorisant la réinterprétation de ses mandats, grâce à sa capacité à mobiliser différents registres de légitimité. Particulièrement, il convient d'analyser le « système Compaoré » en action, afin de mieux en saisir les méthodes contre-intuitives et peu conventionnelles, pourtant relativement efficaces dans le cas ivoirien, mais tant décriées par la littérature. La démonstration s'articule autour de quatre arguments. D'abord, la médiation ivoirienne est un exemple typique de la personnalisation dans la résolution de conflit ; ensuite, Compaoré est marqué par l'héritage conservateur d'Houphouët-Boigny, qui le pousse à envisager la stabilité régionale en lien avec une certaine configuration partis et des hommes au pouvoir. Troisièmement, l'économie politique de la médiation Compaoré tend à montrer l'importance de l'intérêt personnel dans les processus visant à établir des normes communes dans les négociations. Enfin, Compaoré mêle les dimensions politiques et personnelles d'une part, et les dimensions internationales, régionales, bilatérales et personnelles d'autre part.

LES PARAMETRES DE L'HERITAGE D'HOUPHOUET-BOIGNY

A la mort de Houphouët-Boigny, le président burkinabé Compaoré est devenu est un acteur central du système FrancAfrique. Héritier de l'approche Houphouetiste, il mène une politique à la dimension régionale marquée, fondée sur des réseaux clientélistes internes et des soutiens extérieurs, notamment français. Cet héritage développe une approche paternaliste de la stabilité politique, marqué par un fort leadership et le soutien des élites régionales. Néanmoins, Compaoré s'est efforcé de faire oublier son arrivée au pouvoir par la force en s'imposant comme un médiateur incontournable de la région. Malgré son implication partielle, les médiations effectuées par Compaoré ont été des succès, ou ont au moins permis l'arrêt des violences.

L'ENIGME COMPAORE : DE FAUTEUR DE TROUBLE A HOMME-PIVOT

Perçu par beaucoup et pendant de nombreuses années comme un fauteur de trouble source de déstabilisation régionale, Compaoré a notamment soutenu la rébellion du Revolutionary United Front (RUF) en Sierra Leone, et a été impliqué dans un trafic d'armes avec les rebelles angolais de l'UNITA. Le succès de son implication avec les militants touaregs dans la crise au Nord Mali, qui a permis de faire libérer des orages occidentaux, laisse toutefois entendre que le succès des médiations burkinabés ne tient pas uniquement aux compétences de médiateur de Compaoré, mais peut-être à des ressources et des leviers d'action plus obscurs. Par ailleurs, dans la continuité de Boigny, Compaoré est perçu par les occidentaux, notamment les français et les américains, comme un gage de stabilité pour la région, ce qui lui confère une légitimité et des appuis supplémentaires.

Il convient de revenir sur la trajectoire politique de Compaoré, qui passe d'un statut de fauteur de trouble arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat sanglant, à celui de « monsieur bons-offices ». Dans le contexte d'instabilité politique qui marque la région, son plus grand succès a sans doute été de parvenir à conserver son image de mentor et d'homme sage. En ce sens, sa capacité à stabiliser son pays lui a conféré une place idéale de facilitateur des pourparlers de paix.

UNE CARRIERE POLITIQUE PROLIFIQUE

La phase de turbulence de la carrière politique de Compaoré a notamment été marquée par ses associations avec Charles Taylor au Libéria et au Sierra Leone, avec Jonas Savimbi en Angola, avec Daouda Malam Wanke au Niger, avec Idriss Deby au Tchad et enfin avec François Bozizé en République Centrafricaine. Dans cette mesure, ses détracteurs considèrent sa carrière de médiateur comme une vaste fraude, estimant que qu'il joue un rôle de « pompier pyromane ». Toutefois, suit une période transitoire pendant laquelle Compaoré souhaite redorer son image de démocrate défendant l'Etat de droit tout en faisant du Burkina Faso un acteur incontournable de la scène politique ouest-africaine. Son implication dans les négociations de paix en Côte d'Ivoire, qui date de 2007, a d'abord été le fait de l'alignement de son intérêt personnel avec celle de la rébellion des Forces Nouvelles. Sa stratégie de médiation a alors été menée dans l'objectif de satisfaire les parties mais également de renforcer son image de médiateur efficace, s'inscrivant également dans une stratégie de gestion de son image. Pour son pays, le capital diplomatique et les gains politiques et économiques qui l'accompagnent viennent également compenser le manque de ressources et la dépendance à l'aide venue de l'étranger.

LES ORIGINES DU CONFLIT IVOIRIEN

Le conflit ivoirien commence en 2002, alors qu'une mutinerie transformée en tentative de coup d'Etat donne lieu à une rébellion armée durable. La rébellion dénonce la politique de l'ivoirité et demande une reconnaissance égale pour tous les citoyens ainsi qu'un partage plus équitable des ressources. Jusqu'en 2007, plusieurs médiateurs ont été appelés, notamment le président sud-africain Thabo Mbeki. Accusé par l'opposition de partialité, et souffrant plus généralement d'une politique perçue comme unilatérale, afro-centrée et trop légaliste, c'est Compaoré qui le remplace en 2007. Toutefois, ces expériences ont souligné le caractère central de la capacité de persuasion du médiateur, liée à ses relations personnelles entretenues avec les parties au conflit mais sujette à la volatilité de la politique partisane en période de crise.

Alors que les accords de Pretoria avaient déjà fourni une réponse africaine, une plateforme ouest-africaine semblait mieux répondre au principe de subsidiarité. Particulièrement, le représentant permanent de Compaoré en Côte d'Ivoire, Boureima Badini, estimait que son succès tenait à sa fine connaissance de la culture et des enjeux régionaux. Boureima Badini avait un rôle de facilitateur ; il s'agissait pour lui de construire

une relation de confiance avec toutes les parties prenantes au conflit et d'évaluer leurs dispositions politiques et culturelles. La nomination d'une équipe entièrement dévouée au quotidien des négociations a été un pilier du système Compaoré en Côte d'Ivoire, permis par un soutien institutionnel et par un réseaux « d'individus ressources » à même de rapporter les évolutions directement au médiateur. L'implication du facilitateur au sein du « Comité d'Evaluation et d'Accompagnement » (CEA) a également favorisé les réinterprétations du mandat de médiation selon les évolutions de la scène politique ivoirienne.

L'implication de Compaoré, si elle répond à un épuisement des ressources de médiation aux niveaux régional, continental et international, correspond aussi un retour aux sources du conflit selon Laurent Gbagbo, confortant sa rhétorique fondée sur la perception d'une attaque étrangère à la souveraineté ivoirienne.

LE SYSTEME COMPAORE EN ACTION DANS LA CRISE IVOIRIENNE

Compaoré a été impliqué dans plus d'une demi-douzaine de médiations à travers le continent, contribuant à l'émergence de la médiation comme discipline propre de la diplomatie africaine. Le système Compaoré reposerait alors sur trois piliers ; son capital politique forgé par une implication dans la politique régionale pendant plus de vingt-cinq ans ; sa capacité à mobiliser des alliances, des réseaux et procédures non-conventionnelles, parfois privées, dans les médiations ; son recours à des formes de légitimations venues de l'extérieur et liée à sa propension à défendre des intérêts externes, notamment français, libyens et américains. Le dernier élément tient à la mobilisation de personnels aux compétences importantes, notamment des ministres des affaires étrangères ou des conseillers politiques, notamment Djibril Bassolé, ministre qui a pris part à toutes les médiations burkinabé. Cette dimension reflète la personnalisation importante du système Compaoré, qui présente un double avantage. Il permet, grâce à l'expérience accumulée par ce personnel compétent, d'améliorer le capital de confiance de Compaoré vis-à-vis des parties au conflit. De plus, la multiplicité des niveaux de négociation permise par l'intensité du réseau rend les positions de Compaoré particulièrement informées et considérées, puisque les réunions principales sont précédées d'un travail de fond assuré par les cadres locaux et l'équipe de facilitateurs en vue de lisser les différentes positions. Un autre élément significatif est sa capacité à réinterpréter les termes et limites de son mandat, particulièrement lorsque les intérêts burkinabé sont en jeu.

Cette méthode se distingue donc par l'importance de la connaissance de l'environnement et des dynamiques politiques internes au pays en crise, et des acteurs clés en mesure d'influencer ces dynamiques. Elle repose ainsi principalement sur des ressources humaines importantes (réseaux de facilitateurs, de démarcheurs, d'infiltrés, d'informateurs et d'hommes de main).

L'HOMME DE LA FRANCE

Contrairement au précédent médiateur sud-africain, Compaoré était perçu comme l'homme de l'Occident et l'héritier des réseaux politico-économiques obscurs de la Françafrique. Malgré la méfiance suscitée par cette position dans le camp Gbagbo, il apparaît que l'implication de Compaoré était inévitable, à cause des deux millions de burkinabés vivant en Côte d'Ivoire et de la dépendance du Burkina Faso au port d'Abidjan pour ses importations. Plus globalement, le régime burkinabé avait intérêt à une reprise rapide de l'activité économique normale en Côte d'Ivoire. En outre, Compaoré présidait à ce moment là la CEDEAO ce qui rendait son implication plus probable, et lui a permis d'agir en tant que médiateur à des niveaux personnels mais aussi à des niveaux plus institutionnels.

LES ACCORDS DE OUAGADOUGOU : UN PLAN DE SORTIE DE CRISE

Compaoré n'a jamais été passif dans la crise ivoirienne. D'après International Crisis Group, Compaoré est impliqué dans la planification, l'organisation, et la fourniture d'armes et de financements au Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) qui est ensuite devenu les Forces Nouvelles (FN). Laurent Gbagbo considérant Compaoré comme le sponsor de la rébellion, et estimant publiquement que la crise ivoirienne était d'abord un problème bilatéral entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, l'hypothèse d'une médiation du président burkinabé n'a vu le jour qu'en 2006. Le succès de cette médiation tend à questionner le principe d'impartialité du médiateur, qui ne prête pas assez attention aux possibilités d'équilibrage des intentions et intérêts des parties à la négociation. Dans le cas de Compaoré, c'est bien la nature de ses relations, tendues avec Gbagbo d'une part et d'influence avec les rebelles d'autre part, qui lui a conféré le levier d'action nécessaire pour faciliter les négociations directes. Il arrivait par ailleurs avec une réelle signification politique, c'est-à-dire une idéologie et une méthodologie contrastant avec les discours anti-impérialistes et les méthodes formelles de Mbeki.

Le succès des négociations directes menées par Compaoré tient en partie au timing. L'inquiétude d'un conflit qui s'éternise en Côte d'Ivoire, l'échec des stratégies de résolution

aux différents niveaux, la paralysie imminente de l'économie ont résulté sur une « fatigue de la crise » qui ont facilité les discussions. De plus, l'intransigeance des parties appelait à une réorientation des modalités de médiation vers un objectif prioritaire de résultat et une vision plus pragmatique, contrastant avec les structures formelles et plus lentes du passé.

Suite à la signature des accords de Ouagadougou a été mis en place un Bureau de suivi de la réalisation des objectifs des accords dirigé par le représentant spécial du président burkinabé, Boureima Badini. Son rôle a principalement été d'amener les parties à une interprétation consensuelle des accords, notamment les clauses concernant les élections présidentielles.

INTERLOCUTEUR, FACILITATEUR, ET FORMULATEUR

Dans le cas de Compaoré, il est utile de concevoir son implication dans la médiation comme une intervention dans le conflit, ce qui correspond plus à la réalité des négociations de paix, qui sont des processus très politisés. Notamment, les processus de paix en Côte d'Ivoire ont été marqués par des implications extérieures multiples, notamment françaises. Cette dimension profondément politique explique en partie la surprenante faible animosité à laquelle l'implication de Compaoré s'est heurtée. D'abord, Compaoré pouvait bénéficier des potentiels gains des rebelles dans les négociations. De fait, c'est aujourd'hui Ouattara, longtemps supporté par Compaoré, qui est au pouvoir et qui refuse d'extrader ce dernier dans son pays où il doit être jugé pour l'assassinat de Thomas Sankara. De plus, son rôle de facilitateur lui permettait d'être en mesure de faire accepter à la rébellion l'idée d'un compromis, et de convaincre Gbagbo d'adhérer à des mesures pragmatiques sur la démobilisation et les élections. En outre, Compaoré a parfois agi comme formateur, usant de son influence sur les rebelles pour modifier leur vision politique. Avant d'être médiateur, il avait déjà soulevé la question de la propriété foncière, initiant une approche multisectorielle de la résolution du conflit, et entremêlant les considérations nationales et personnelles.

UNE FORME PARTICULIERE DE SOUVERAINETE

Le succès de Compaoré tient donc à son expérience de la médiation mais aussi à ses ressources politiques en Côte d'Ivoire et dans la région. Le travail de suivi au sein de la CEA et du Cadre Permanent de Concertation (CPC), a également été crucial pour assurer que les termes des accords deviennent effectivement le cadre d'une relation de confiance

renouvelée. Notamment, l'accord privilégiait désormais le dialogue direct. Ainsi, c'est d'abord la capacité à travailler avec les parties pour une solution concertée, malgré son implication, grâce à des méthodes innovantes dans un contexte de « fatigue de la crise » qui ont débouché sur le succès des pourparlers. Toutefois, le style de médiation développé, qui priorise le dialogue en intégrant les paramètres du conflit tranche avec les premières tentatives de résolution ; alors que celles-ci avaient pour objectif de ne pas se laisser enliser dans les stratégies et manigances politiques internes, Compaoré a au contraire adapté son approche au paysage politique ivoirien.

Le niveau de personnalisation de la médiation était plus important pour les accords de Marcoussis de 2003 et ceux de Ouagadougou en 2007. Particulièrement, les protestations politiques suite au retour des burkinabés de Côte d'Ivoire ont sans doute poussé Compaoré à opter pour une médiation plus unilatérale, correspondant à sa vision dynamique du conflit inscrite dans une stratégie personnelle de long-terme, d'où sa disposition à rester indispensable après la signature des accords. Son succès semble alors lié à sa partialité dans le conflit, ce qui soulève la nécessité de reconceptualiser la notion de « biais », qui n'apparaît pas antinomique d'une médiation réussie. Le cas ivoirien montre alors que les processus de médiation ne sont jamais impartiaux et autonomes, mais plutôt une traduction partielle d'intérêts et ambitions distincts.

Ainsi, une appréciation des processus de médiation par l'exemple de Compaoré indique l'évolution des normes et pratiques vers moins de standardisation et plus de personnalisation. Particulièrement, sa position ambiguë dans le conflit lui a conféré des perspectives clés pour la résolution. Il apparaît ainsi que les réalités diversifiées des médiations, surtout quand celle-ci font appel à des acteurs « en dernier recours », ne remplissent pas toujours les principes établis d'impartialité et de non-engagement. Il n'empêche que ces médiations peuvent être fructueuses, notamment lorsqu'il existe un lien préalable, même ambigu ou conflictuel - tant qu'il y a au moins une part d'interdépendance, entre l'ensemble des parties au conflit et le médiateur, pouvant conférer à ce dernier un meilleur levier dans les négociations. Toutefois, les récentes dispositions favorables de Ouattara à l'égard de Compaoré indiquent également que les ressources politiques utilisées pour la médiation et tirées d'une implication, ou du moins d'une proximité initiale avec les acteurs du conflit, sont liées à des réseaux de soutien plus larges et plus durables que le seul cadre de la médiation.

Lecture suggérée :

- Gilbert . Khadiagala, Meddlers or Mediators : African intervenors in civil conflicts in Eastern Africa. Martinus Nijhoff publishers. Leiden, Boston : 2007.